

---

# Kayseri conjugue islamisme et Mc Do

---

Jean-Christophe Ploquin

**Ville traditionnelle d'Anatolie, Kayseri est saisie par la vague libérale qui emporte la Turquie depuis le début des années 90. Le bouleversement économique n'est pas exempt de turbulences culturelles et, pour beaucoup, l'islam est un recours.**

L'Europe, à Kayseri, a un joli minois. Vingt-deux ans, diplômée de la faculté de communications de l'université d'Istanbul, Ebru Koçak est coordinatrice du bureau régional d'information de la Commission européenne. Un long visage et des cheveux bouclés semblant tout droit sortis d'un bas relief hittite, vêtue de jean et pull-over moulants, elle occupe depuis cinq mois dans la Chambre de commerce locale une pièce lumineuse, plus vaste que celle du secrétaire général, et regorgeant de brochures en anglais, français et turc sur l'Union européenne (UE).

«Renforcer la démocratie en Europe», «Quand l'Euro sera-t-il dans nos poches?», «La protection de l'environnement»... les dépliants sont diffusés auprès d'hommes d'affaires, d'étudiants et de lycéens. Sous la houlette de la jeune femme, un concours de rédaction sur le thème de «l'Europe et la Turquie» a mobilisé plusieurs centaines de collégiens le 9 mai 1997, «jour de l'Europe».

Kayseri, ville de 600.000 habitants à 350 km au sud-est d'Ankara, étalée sur un plateau en contrebas du Mont Erciyes, formidable volcan pyramidal scintillant de neige et culminant à 3916 mètres, est l'un des maillons du réseau mis en place par Michael Lake, chef de la Représentation de la Commission européenne en Turquie. Cet ancien journaliste britannique a estimé, après la signature d'un traité d'union douanière liant étroitement le pays à l'UE en 1995, que la dissémination de l'information concernant les Quinze devait y être aussi étoffée et disponible que dans les Etats membres. De même que la Commission a des antennes à Marseille, Berlin et Edimbourg, elle en a dorénavant aussi

---

Automne 1997

dans cinq villes de Turquie et ce nombre sera porté à 15 fin 1998. Chaque maillon dispose d'un site informatique relié par Internet au serveur de l'Union européenne à Ankara. Résultat, la Chambre de commerce de Kayseri fut la première institution de la ville à faire son entrée sur le Web.

*«Après Washington, Moscou et Tokyo, je dispose du quatrième budget «information» parmi toutes les délégations implantées hors du territoire de l'UE, explique Michael Lake. C'est important. La Turquie est l'un des dix premiers marchés émergents du monde. Il y a trois ans, elle était le dixième partenaire commercial de l'UE. Aujourd'hui, elle est au sixième rang, à égalité avec la Pologne».*

La liste des villes disposées à relayer l'information de l'UE est un échantillon d'une Turquie entreprenante, soucieuse de s'insérer dans des flux d'échanges dynamiques. Les deux premiers bureaux ont été ouverts à Gaziantep et Diyarbakir, villes moyennes qui s'étendent respectivement à 50 km de la Syrie et à 150 km de l'Irak. Après les ports d'Izmir et de Mersin, le tour de Kayseri est venu. *«Nous exportons 80% de notre concentré de jus de fruit vers les Etats-Unis et l'Allemagne car c'est là que la demande est la plus forte, résume Alaadin Güç, un entrepreneur de cette ville. Economiquement, nous sommes beaucoup plus proches de New York et Bruxelles que de Damas».* Courant 1997, Michael Lake devait encore inaugurer deux bureaux dans l'ouest anatolien: à Denizli, nouvelle capitale turque du textile, et Bursa, capitale de l'automobile grâce aux implantations d'usines Renault et Fiat. Puis il mettra le cap sur la mer Noire et sur les ports de Samsun et Trabzon. La dernière halte de l'année sera pour Konya, fief de l'islam conservateur turc et l'une des premières villes d'importance à avoir succombé aux charmes du parti islamiste Refah partisi à la fin des années 80. Pourtant, *«la Chambre de commerce locale était très pressée de nous avoir»*, sourit le représentant de l'UE.

---

## L'Europe ne veut pas nous ouvrir ses portes

---

Formés dans les meilleures écoles d'Istanbul ou issus du terreau anatolien, nombre d'hommes d'affaires turcs ont exploré ces dernières années les marchés iraniens, pakistanais, malaisiens, ukrainiens ou d'Asie centrale. La plupart y ont fait des affaires mais la logique commerciale les ramène invariablement vers l'Europe et c'est avec rancœur qu'ils observent la réticence des Quinze à entamer des négociations sur une adhésion de leur pays à l'Union européenne.

*«Vue de Paris, Bonn ou Bruxelles, la Turquie est un trésor, un fabuleux gâteau, estime Alaadin Güç, un ingénieur agro-alimentaire formé au lycée Saint-Joseph d'Istanbul et qui décida en 1993 de reprendre le fonds d'une fabrique de jus de fruit périliciteuse, Targid, à Kayseri. Mais l'Europe ne veut pas nous ouvrir ses portes. Elle a peur de l'immigration. Et du coup, elle s'interdit de jouer un rôle de soutien aux*

*vrais tenants d'une économie ouverte et aux défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme. Elle manque de courage».*

«*Nous sommes musulmans, et alors?*», lance Mustapha Tekelli, président du puissant syndical patronal islamiste, Mÿsiad, à Kayseri. *La religion est une affaire personnelle. La tolérance ne doit-elle pas s'imposer comme le nouveau mode de relations internationales?*»

Ville réputée conservatrice, Kayseri présente ainsi des perspectives ambivalentes. En juin dernier, Mc Donald's a ouvert son premier restaurant dans cette place forte de la turcité, conquise par les premières tribus turques venues d'Asie centrale dès 1084, soit près de 300 ans avant la création de l'Empire ottoman et 369 ans avant la chute de Constantinople. Le «Big mac» concurrencera désormais le «pastirma», délicieuse spécialité locale faite d'un filet de boeuf séché au soleil et enrobé d'une pâte au piment doux et à l'ail.

Agglomération proprette aux larges quartiers d'immeubles parsemés de mosquées et de mausolées moyenâgeux en basalte noir, Kayseri est happée par l'élan libéral impulsé à la fin des années 80 par feu le président Turgüt Özal. La bourgeoisie locale a sorti ses bas de laine. Des hommes d'affaires du cru partis faire fortune à Istanbul retournent sur le théâtre de leurs premières transactions. 10% des travailleurs de la province partis depuis trente ans en Allemagne sont revenus et investissent dans l'immobilier ou le commerce. Une dizaine de supermarchés aux présentoirs rutilants offrent désormais couches-culottes, pizzas surgelées, Nescafé et poubelles de salle de bain rose tendre aux regards encore interloqués de ménagères en fichu.

Dans les gros bourgs alentours où les enfants, au crépuscule, ramènent les vaches à l'étable sans craindre la moindre automobile, la télévision déverse les images d'une autre Turquie, clinquante, citadine, branchée, celle d'Istanbul et d'Ankara. Une quinzaine de télévisions commerciales se livrent à travers les ondes une bataille acharnée. Ces derniers mois, dans les programmes variétés, la mode est aux animateurs affichant au milieu des froufrous leur homosexualité. A Kayseri même, quatre télévisions locales dont une islamiste se disputent un maigre budget publicitaire.

Les effets du libéralisme effraient ceux-là mêmes qui se rendent à Milan, Francfort ou New York pour acheter et vendre. L'islam ou la turcité deviennent alors des valeurs refuges dont s'empare, parfois, la politique.

En mars 1994, lors des dernières élections municipales, la ville a élu le candidat du parti islamiste Refah partisi. Sukru Karatepe, 48 ans, n'a obtenu que 25% des suffrages mais la dispersion des voix et le système électoral en vigueur lui ont permis de s'imposer sans partage. Il a, depuis, fait plusieurs fois la «une» de la presse nationale.

En juin 1996, il interdit la projection dans sa ville d'un film, «*Istanbul sous mes ailes*», où un sultan du XVIIème siècle était dépeint comme un bisexuel. Cinq mois plus tard, en marge des cérémonies de commémoration de la mort d'Atatürk, il fait part à plusieurs centaines de

militants de son dépit de devoir assister à de telles célébrations. Pour éviter une enquête judiciaire, il se rétracte quelques jours plus tard.

La branche locale du Refah partisi fut en outre ébranlée en février 1997 après qu'une vingtaine de militants soient apparus en de vagues uniformes lors de la venue à Kayseri du président du parti, le Premier ministre Necmettin Erbakan. Portant des bérets et anoraks noirs et des foulards kaki, l'escouade assurait sa garde rapprochée.

Estimant qu'ils avaient violé la loi sur les partis politiques qui interdit à leurs adhérents de porter un uniforme et d'assumer des fonctions relevant de la police, la Cour d'appel d'Ankara a enjoint au parti d'exclure ses responsables locaux. Ce qui fut fait. *«Il faisait très froid ce jour-là et les jeunes sont allés ensemble s'acheter des vêtements chauds, raconte le maire, gêné, quatre mois plus tard. C'est pour cela qu'ils paraissaient en uniforme».*

La principale défaite de Sukru Karatepe a toutefois eu pour théâtre sa propre maisonnée. Choqué par une publicité de Coca-cola montrant un musulman prosterné devant un distributeur de boissons, Sukru Karatepe avait décidé le 11 juillet 1996 d'interdire la vente de cette marque, *«symbole de l'impérialisme américain»*, dans sa ville. *«J'ai perdu la bataille à cause de mes enfants»*, plaisante à présent l'élu. Ses trois filles avaient menacé d'enfreindre le boycott jusque sous son toit.

Ses amis commerçants ont aussi largement contribué à le ramener à la raison. A Kayseri, business et religion doivent faire affaire. Ali Reza Ösderici, l'un des plus gros hommes d'affaires de la ville et le promoteur du Kasseria, le centre commercial où s'est ouvert le Mc Donald's, a ainsi payé, il y a six ans, la construction d'un lycée religieux, l'*«imam hatip anadolü Ali Reza Ösderici»*, devenu un tremplin et un refuge pour les enfants de la bourgeoisie traditionnelle.

Contrairement aux lycées classiques qui ne proposent en terminale qu'une heure de cours sur les religions par semaine, cet établissement dispense à ses 700 élèves deux heures d'islam, deux heures d'arabe et deux heures de civilisation musulmane, sur un total de 36 heures. L'enseignement des matières scientifiques se fait par ailleurs en anglais. Une demi-douzaine d'autres *«imam hatip»* prospèrent à Kayseri. Les élites traditionnelles y voient le meilleur moyen de préparer leur progéniture aux défis de la globalisation des économies et des cultures.

La transition ne va toutefois pas sans friction. Placide, un collier de barbe blanchie au soleil d'Anatolie, une chevelure drue comme des épis fraîchement coupés, Emin Yilmaz, 60 ans, a fondé dans sa jeunesse une entreprise agro-alimentaire, Kaytas, qui emploie 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'un milliard de francs. Sa société élève des poules qui produisent 4 millions d'oeufs par semaine. Président de la Chambre d'agriculture de Kayseri, cet homme massif est enraciné à ces plateaux emmitouflés sous la neige pendant les quatre mois d'hiver et frissonnants de blé à la mi-juin. Le nombre de paysans augmente ces dernières années. Le chômage sévit en Allemagne et les conditions de vie dans les métropoles de l'ouest turc sont difficiles. Dans la province de Kayseri, où 45% de la population active est encore dans l'agriculture,

l'Etat lance en revanche de vastes programmes d'irrigation. Les fils de paysans restent donc, et reviennent à la terre, ingrate et parcellisée après l'échec d'une réforme agraire tentée il y a trois ans. «*Ici, on cultive pour vivre. Sinon, on a faim*», commente Emin Yilmaz.

Il y a quelques années, le sexagénaire a effectué le pèlerinage à La Mecque, l'un des principaux devoirs exigés par la tradition musulmane. «*Avec mon collier de barbe, on me prend pour un membre du Refah, gronde-t-il. Or, je n'en suis pas. Ce parti n'arrive pas à comprendre que la laïcité n'est pas une menace pour la religion. La foi est une affaire personnelle. La religion, en elle-même, n'est pas un danger. Le danger, c'est l'usage qu'en fait le Refah*».

De fines lunettes, une veste de daim, un sourire timide et l'air un peu rêveur, Mustapha Kevseroglu se promène lui à Kayseri comme dans un registre familial. Sa famille possédait la bâtisse trapue et plus que centenaire devenue le musée archéologique de la ville et où sont exposées des vestiges de l'ancienne Kanesh, comptoir mésopotamien puis hittite dont le site quadri-millénaire s'étend à 20 kilomètres de la ville. Les Kevseroglu possèdent en outre des bains turcs construits au XIII<sup>ème</sup> siècle à côté d'une mosquée et d'une école coranique elles aussi toujours debout, mémoires d'un âge d'or où l'entretien du corps, de l'esprit et de l'âme participaient d'un même élan. Le week-end, ce grossiste en pompes et matériels d'irrigation se réfugie souvent sur les hauteurs de Talas, village distant d'une dizaine de kilomètres. Au pied de la villa s'étagent des dizaines d'arbres fruitiers, abricotiers, pommiers, pruniers, noisetiers, ainsi que des vignes. Les eaux souterraines sont captées par une dizaine de puits.

---

## Le réapprentissage de l'islam

---

Ce jour-là, Mustapha Kevseroglu est venu avec des amis de Mysiad, le second syndicat patronal de Turquie et a sorti un pain de köfter, pâtisserie à base de pulpe de raisins. «*L'Empire ottoman, c'était la liberté, s'exclame-t-il en sirotant du thé. Chacun pouvait y parler sa langue, vivre sa religion, boire sa boisson. Comme aux Etats-Unis aujourd'hui*». La Turquie moderne en revanche, est devenue selon lui un Etat centralisateur qui cantonne la mosaïque des ethnies et des mémoires régionales dans un projet castrateur: une république, une nation. Habitué des foires de Milan ou de Vérone, Mustapha Kevseroglu s'offusque qu'un récent voyage en Iran puisse le rendre suspect aux yeux de la «*Turquie institutionnelle*». La marche vers l'Occident impulsée par l'Etat depuis Atatürk, le père fondateur de la Turquie moderne qui abolit le califat et fonda la République en 1923, a rompu les attaches avec la religion. Des pans entiers du passé ont été gommés, l'islam a été stigmatisé comme une défroque rapiécée, l'alphabet latin a remplacé l'alphabet arabe. «*Nous ne connaissons pas notre vraie histoire*», s'indigne le commerçant.

---

Automne 1997

A travers toute la Turquie, le préapprentissage de l'islam est ainsi vécu comme un retour aux sources et les écoles coraniques fleurissent. Kayseri en compte une cinquantaine, fréquentées par près de quatre mille élèves. Deux d'entre elles, qui fonctionnaient clandestinement, ont été fermées en mai dernier. L'ombre du gouverneur, Mevlut Cetinkaya, un homme courtois qui préfère évoquer ses tentatives d'attirer le privé dans ses projets d'irrigation que ses démêlés avec les islamistes, rôde en permanence. Les élus islamistes et les autorités administratives et militaires poursuivent en fait depuis trois ans une stratégie pragmatique de pressions et d'évitement. Sukru Karatepe cite Saint-Exupéry, Baudelaire ou Kafka mais on le dit proche du parti ultra-nationaliste MHP. Chacun reste sur ses gardes.

A l'entrée de la vieille ville, une statue équestre d'Atatürk surplombe la sombre citadelle du XIII<sup>ème</sup> siècle. «*On dirait Zeus*», gronde un passant.

Jean-Christophe Ploquin